

Le gouvernement va lancer une messagerie chiffrée pour les ministres dès cet été



Le secrétaire d'Etat chargé du numérique Mounir Mahjoubi planche sur un dossier lié à la sécurité des données des ministres pour cet été. Une messagerie privée sera lancée par le gouvernement afin d'éviter les risques de fuites éventuelles sur Telegram ou WhatsApp.

Le gouvernement souhaite donc protéger les données sensibles des ministres. Mounir Mahjoubi, secrétaire d'état au Numérique, a annoncé ce vendredi qu'une messagerie publique chiffrée allait être créée pour les ministres du gouvernement. Mounir Mahjoubi a fait cette révélation au micro de France Inter.

"Au sein de ce gouvernement, j'ai la responsabilité de la transformation des outils numériques de l'Etat. Nous travaillons à une messagerie publique chiffrée, qui ne sera pas dépendante de l'offre privée."

Cette application révolutionnaire et ultra-sécurisée est développée par la Dinsic (la direction interministérielle du numérique et du système d'information et de communication) et un prestataire privé externe.

Selon des informations du Figaro, l'application serait déjà actuellement testée depuis quelques mois auprès d'une quinzaine de personnes. Ce nouveau système de communication devrait être officiellement lancé au cours de l'été 2018. Cette toute nouvelle application pourrait même être étendue aux membres de l'administration et des collectivités territoriales. Les députés et les sénateurs pourraient également bénéficier de ce dispositif dans les prochaines années en cas de succès.

Ce changement radical intervient suite aux craintes concernant la sécurité de la messagerie Telegram, créée par l'entrepreneur russe Pavel Durov. Beaucoup d'hommes et de femmes dans la vie politique française utiliseraient l'application Telegram. Cette application, d'origine russe, ne chiffre pas l'intégralité de ses données, hors de l'option "secret chat".

Telegram a été dans le viseur de la justice dans le cadre d'enquêtes sur la mouvance djihadiste. De nombreux candidats au départ vers la Syrie utilisaient notamment cette application pour leurs échanges.

Un tribunal de Moscou a d'ailleurs ordonné, ce vendredi 13 avril, le blocage de la messagerie Telegram en Russie pour avoir refusé de fournir aux services spéciaux les clés permettant de lire les communications chiffrées de ses utilisateurs.

Les ministres français bénéficieront donc de leur nouvelle messagerie sécurisée lors de l'été 2018, selon des informations du Figaro.